

cause d'importantes sociétés qui veulent réduire leurs prix de revient, soit dans le domaine du détail, soit pour écouler leurs produits excédentaires, comme les céréales par l'entremise des entreprises de provende.

Je suis heureux de signaler qu'un genre de fermes collectives ne peut pas fonctionner en Russie, et que l'intégration verticale ne donne pas de très bons résultats au Canada. Dans les deux cas, je m'en réjouis. Notre parti a toujours défendu la cause des fermes familiales. A mon avis, la ferme familiale peut avoir de magnifiques résultats au Canada. A cet égard, j'aimerais faire état de mon expérience personnelle, monsieur le président. J'ai passé la dernière journée de la campagne électorale sur la ferme de mon père. Une de ses vaches, du nom de Norhurst, a été élevée par mon frère sur la ferme familiale. C'est la première vache de la race Holstein à recevoir une mention d'excellence dans le Nord de l'Ontario. J'en suis très fier. Cette vache n'a pas été élevée sur la ferme expérimentale que dirigeait mon père, et où j'ai moi-même grandi. Elle a été élevée sur une ferme privée, exploitée par une famille qui est très fière des résultats qu'elle peut obtenir dans ce domaine.

J'ai été également très fier d'en entendre parler il y a quelques semaines. Je n'ai pas l'intention de dire quoi que ce soit à propos de l'Île du Prince-Édouard, vu que cette province est bien connue pour ses pommes de terre, comme d'autres régions. Mais ma région n'est pas aussi bien connue dans ce domaine, et nous n'y avons pas excellé dans le passé. Cependant, j'ai été très heureux d'apprendre qu'à la foire d'hiver de Royal, cet automne, une petite ferme de ma région, exploitée par M. et M^{me} Allan Ryan, de Charlton, a pu remporter le premier prix international des pommes de terre de deux catégories différentes, à l'aide de la semence Keswick. Cette famille a remporté le deuxième prix pour ce qui est d'une troisième catégorie. Je signale ceci aux créditistes, parce qu'ils ne sont peut-être pas au courant de certains avantages dont bénéficie la ferme familiale, et nous avons travaillé très fort pour qu'il en soit ainsi.

Une voix: Nous avons toujours appuyé la ferme familiale.

M. Peters: Je ne dis pas que ce parti ne l'a pas fait; je dis tout simplement que nous nous opposons violemment à ce qu'on prétende que les fermes collectives qui peuvent exister en Russie, ou qui peuvent exister au Canada en vertu de l'intégration verticale, bénéficient du soutien de notre parti, et j'espère que ces fermes n'ont pas beaucoup d'appui de tout autre secteur de l'économie.

Mes parents ont été des pionniers dans le domaine de l'agriculture au Canada et, en très peu de temps, nous avons établi une économie rurale dans le nord de l'Ontario, dont je suis fier. J'estime que c'est vers ce but que le gouvernement devrait orienter ses efforts. J'ai toujours été très heureux des choses qu'a faites le ministre. Je suis souvent étonné de constater que ces choses paraissent beaucoup mieux qu'elles ne le sont en réalité. J'ai appuyé ce qu'il a fait à maintes reprises, et on m'a accusé de l'appuyer plus fortement que certains de ses propres partisans. Mais ce qu'il a fait, à mon avis, mérite qu'on l'appuie. L'ARDA est l'une de ses réalisations. Cependant, je suis déçu chaque fois qu'on prétend que le parti conservateur a fait beaucoup pour l'agriculture, et qu'on invoque l'ARDA pour masquer tous les problèmes qui existent. Je crois que c'est injuste et que cela va nuire au parti conservateur. Voici le conseil que je donne au ministre de l'Agriculture: à mon avis, cela va nuire au parti conservateur s'il se fie à ce genre de programme au détriment de tous les autres programmes.

Je dirai que le parti libéral a déjà compris cela. Il l'a compris de deux façons. Premièrement, lorsque le parti libéral n'était accepté nulle part dans les régions rurales du pays, et deuxièmement lorsqu'il a accepté dans ses rangs l'honorable député d'Assiniboia, pour lui insuffler des idées neuves dans le domaine de l'agriculture. Je crois qu'on ne doit pas communiquer à l'agriculteur ces programmes d'ensemble, qui sont visionnaires de nature, simplement pour lui faire croire qu'il peut obtenir de l'aide immédiatement pour régler les problèmes qui se posent toujours à lui et qui ont de l'importance pour lui. Quand on le fait, il me semble que le gouvernement se trompe lui-même et il trompe certes l'agriculteur. Or, monsieur le président, l'agriculteur n'est pas un homme qu'on peut leurrer bien longtemps. Je donne ce conseil d'ami au gouvernement car j'aime certaines des mesures qu'il a proposées, mais j'aimerais encore plus qu'il les mette en œuvre. Qu'il agisse maintenant. Quand un gouvernement attend que les provinces et les municipalités fassent quelque chose, il ne fait que rejeter sur d'autres la responsabilité qui lui incombe.

Je recommande au ministre d'envoyer ses fonctionnaires dans cette province en particulier afin qu'ils voient quels secteurs pourraient bénéficier de l'ARDA. Ils pourraient faire des recommandations à la province. Je constate qu'on a nommé en Ontario, il y a une semaine ou deux, un directeur de l'ARDA. J'estime que si le ministre avait eu sur son bureau 15 ou 20 propositions du ministre